

« Nous sommes littéralement en train d'anéantir la culture ! »

Interview avec Jo Kox, directeur administratif du Casino Luxembourg et président du Fonds culturel national, sur le rapport entre culture et finances

Dans une interview accordée à forum en septembre 2013, vous aviez prôné de « jouer cartes sur table ». La publication du détail des conventions et des subventions dans le rapport d'activité du ministère de la Culture est-elle suffisante ? Ne faudrait-il pas aussi connaître les critères d'attribution ?

Jo Kox : Les subventions ont toujours été considérées comme une « chasse gardée » d'un ministre, peu importe le ministère. Ce manque de transparence dans l'attribution de l'argent public a été au cœur des débats lors de la dernière campagne électorale. Fraîchement élue, la nouvelle ministre de la Culture n'avait d'autre choix que de publier la liste des associations bénéficiaires d'une convention avec le montant correspondant. En revanche, la responsabilité politique de l'attribution de ces subventions est à créditer sur le compte de sa prédécesseure, Octavie Modert. La plupart des chiffres étaient connus, surtout parmi les acteurs culturels. Pour d'autres, il s'agissait enfin d'ouvrir cette fameuse « boîte de Pandore ». Une certaine jalousie s'est fait ressentir dans le milieu. Normal. Pourquoi tel orchestre ou tel centre culturel régional a-t-il bénéficié d'une plus grande faveur qu'un autre ? La question que beaucoup de personnes se posaient concernait les critères d'attribution. Rares sont en effet des documents qui expliquent la politique culturelle du gouvernement, précisent les objectifs associés à des dispositifs précis, énoncent les critères

d'éligibilité ou expliquent les modalités d'attribution et de versement des subventions. En résumé, les montants alloués par un ministère de la Culture devraient

Arrêtons de nous acharner sur les chiffres. La rédaction d'un plan de développement culturel sera une nécessité, mais également un projet de longue haleine.

traduire son engagement dans la mise en œuvre de sa politique culturelle. Un nouveau style de gouvernance se fait sentir au ministère depuis la passation des pouvoirs à Maggy Nagel. Le secteur conventionné a été le premier dans le collimateur. Toutes les conventions ont été résiliées. Chaque bénéficiaire a dû répondre pour le 3 octobre dernier à un questionnaire sur sa structure, ses missions, ses perspectives de développement. Des questions pertinentes qui méritent, d'ailleurs, d'être posées à l'ensemble des acteurs et institutions culturels, qu'ils soient instituts culturels de l'État, établissements publics, associations conventionnées ou simples bénéficiaires d'une subvention. Analyser, interpréter et juger uniquement les rapports du secteur conventionné sera un exercice très difficile, car il manquera une vue d'ensemble de tous les secteurs et disciplines artistiques. J'ai peur qu'on jugera en premier lieu le volet financier avant de juger le

volet culturel. Le budget nouvelle génération récemment déposé à la Chambre des députés le laisse présager.

Le programme gouvernemental promet « une analyse des forces et des faiblesses de la scène culturelle nationale » qui devrait aboutir à un « plan de développement culturel ». Serait-ce un moyen de redonner la primauté aux objectifs au lieu des chiffres qui dominent la mise à plat des conventions et l'annonce des mesures d'économie ?

J. K. : Espérons-le. Il est urgent de rendre à la culture une image positive ! Depuis un an, la culture n'a fait parler d'elle que par des nouvelles négatives : l'annulation de la tournée de l'OPL en Chine, l'annulation de l'exposition sur la Première Guerre mondiale au Musée Dräi Eechelen, la résiliation des conventions avec le secteur conventionné, l'affaire de la vente de l'unique Picasso dans les collections d'État, une fusion annoncée entre le MUDAM et le Casino à l'horizon 2018... Toutes ces nouvelles sont liées exclusivement à des mesures d'austérité et d'économie. Et d'ignorer au passage les forces vives locales qui ont animé la scène artistique cet été à l'étranger : la résidence de Su-Mei Tsé à la Villa Medici de Rome, l'entrée de Michel Majerus dans les collections du MoMA de New York, la tournée du Trio Demuth-Wiltgen-Reis en Amérique latine et au Japon, les revues de presse internationales élogieuses des expositions du

MUDAM, du Casino et de la Villa Vauban, etc. On oublie que la culture est porteuse de valeurs, de coutumes, de créativité. On oublie que la culture est porteuse d'espoir, de joies, de plaisir, de rencontres, d'échanges, de questionnements. Or, au Luxembourg, nous sommes littéralement en train d'anéantir la culture! Il est grand temps de se ressaisir, de remettre les valeurs essentielles de la culture à l'ordre du jour et de mettre en avant les forces de notre scène culturelle nationale si vivante, si présente, si remplie de talents, mais souvent si piètrement exploitée. Arrêtons de nous acharner sur les chiffres. La rédaction d'un plan de développement culturel sera une nécessité, mais également un projet de longue haleine. Elle signifiera tout d'abord la mise en œuvre de toute une série d'actions concrètes : concertation avec les concernés, organisation d'assises pour chaque secteur culturel, analyse des projets, évaluation des projets, projections financières, etc.

Dans le questionnaire que vous évoquez, on demande aux établissements conventionnés de définir leurs objectifs « compte tenu des réalités économiques actuelles ». En revanche, les réactions des acteurs de la scène culturelle au budget 2015 sont plutôt négatives. À quel point des synergies et économies sont-elles envisageables ou même désirables dans la Culture ?

J. K. : Le questionnaire avait sa raison d'être et la plupart des questions étaient pertinentes. En revanche, il est très difficile pour un acteur culturel de (re)définir ses objectifs en fonction des réalités économiques actuelles. Il y a des sous-entendus dans cette question. Fallait-il définir les objectifs en fonction des missions ou les redéfinir en fonction des réalités économiques ? Ce sont là deux approches tout à fait différentes. Les objectifs culturels d'une institution ou d'une association sont définis lors de sa création ou de sa mise en place. C'est aux directeurs artistiques, metteurs en scène ou chefs d'orchestre de faire en sorte que ces objectifs se reflètent dans leurs programmations artistique et culturelle. En principe, les réalités économiques actuelles ne devraient avoir aucune répercussion sur ces objectifs culturels. Un centre d'art contemporain devra rester un centre d'art

contemporain, une philharmonie devra rester une philharmonie, Maskénada devra rester Maskénada, 3CL devra rester 3CL. Toutefois, le rythme de leurs programmations et les moyens de leur communication peuvent être redéfinis en fonction des contraintes budgétaires. Diminuer la programmation artistique (moins de productions, moins d'expositions) entraîne certainement des économies, mais elle se fait au détriment des artistes avec, en conséquence, une diminution des revenus pour les créatifs. Ces mêmes créatifs vont alors se tourner vers le même ministère de la Culture pour bénéficier « des aides à caractère social en faveur des artistes professionnels ». D'autres pistes devront être explorées. Le nouveau mot d'ordre est désormais la « synergie », expression qui se définit comme « mise en commun de moyens qui se renforcent pour aboutir à un même but ». Côté artistique, on pourrait intensifier les coproductions entre associations et institutions ; côté administratif, on pourrait se partager certaines tâches. Il y a certes des pistes à explorer, comme, par exemple, prévoir un seul comptable pour les trois théâtres TOL, Kasematten et Centaure. Pour ce faire, il faut toutefois que quelqu'un prenne

l'initiative et, surtout, en assume les responsabilités : coordination du travail comptable, refacturation des prestations aux collègues, etc. L'autre mesure est incontestablement la volonté d'augmenter les recettes – un mal nécessaire mais indispensable. Depuis peu, une voiture de luxe orne le parvis de la Philharmonie pour renflouer les caisses ; certains musées réfléchissent à une adaptation des prix d'entrée (rappelons au passage que les prix d'entrée des musées sont restés les mêmes depuis 1996!) ; le Casino investit dans sa formule Art & Business, qui consiste en la mise en location de ses espaces (notamment l'InfoLab et l'« Aquarium ») pour des séances de travail ou des soirées privées (la location des salles est entre-temps devenue monnaie courante dans la majorité des institutions). Le Fonds culturel national a d'ailleurs édité un guide pratique du mécénat culturel pour les entreprises et les particuliers. Une mobilisation est en cours pour contrebalancer la tendance négative des finances publiques.

Merci pour vos réponses! ♦

Interview menée par courriels entre le 16 et le 22 octobre. Laurent Schmit a formulé les questions.

